

Le Pontet, le 12 novembre 2025.

Commission d'enquête :
Monsieur Bruno ESPIEUX
Monsieur Alain DE CHANTERAC
Monsieur Jacques SUBE

à

Madame La Présidente
Syndicat mixte du bassin de vie d'Avignon
164 Avenue de Saint Tronquet
84130 LE PONTET

SYNTHESE DES OBSERVATIONS DU PUBLIC
ENQUETE PUBLIQUE n° E25000053 / 84

Relative au projet de révision du Schéma de Cohérence Territorial (SCoT)
du Bassin de Vie d'Avignon - VAUCLUSE
(du 01 octobre au 04 novembre 2025 inclus)

Madame La Présidente,

Conformément à l'article R123-18 du Code de l'environnement, veuillez trouver ci-après le relevé et la synthèse des observations du public dans le cadre de l'enquête publique citée en référence.

Conformément à l'arrêté SMBVA d'ouverture d'enquête publique n° 2025-05 du 25 juillet 2025, le public pouvait déposer ses observations, contributions et propositions sur les registres déposés dans les locaux du SMBVA au Pontet, dans les locaux des Communautés d'agglomération ou Communautés de communes, par courrier postal ou courriel (enquete-publique-6381@registre-dematerialise.fr), ou sur un site internet comportant un registre dématérialisé sécurisé : <https://www.registre-dematerialise.fr/6381>.

1 - Permanences de la commission d'enquête et observations sur les registres.

1ère permanence : mercredi 01 octobre 2025, de 09h00 à 12h00, SMBVA Le Pontet.
Aucune personne ne s'est présentée.

2ème permanence : lundi 06 octobre 2025, de 08h30 à 12h00, SIDSCAVAR Villeneuve lès Avignon.
02 personnes se sont présentées et ont consigné une observation sur le registre.

3ème permanence : lundi 13 octobre 2025, de 14h00 à 17h00, CAGA Avignon.
02 personnes se sont présentées et ont consigné une observation sur le registre.
Le 14 octobre 2025, 1 personne s'est présentée et une observation écrite a été déposée.

4ème permanence : vendredi 17 octobre 2025, de 13h30 à 17h00, CASC Montoux.
01 personne s'est présentée et a consigné une observation sur le registre.

5ème permanence : mardi 21 octobre 2025, de 08h00 à 12h00, CCPOP Orange.

02 personnes se sont présentées et ont consigné une observation sur le registre.

6ème permanence : jeudi 30 octobre 2025, de 08h30 à 12h00, CCAOP Camaret-sur-Aigues.

01 personne s'est présentée et a consigné une observation sur le registre.

Le 03 novembre 2025, 1 personne s'est présentée et une observation écrite a été déposée.

7ème permanence : mardi 04 novembre 2025, de 14h00 à 17h00, SMBVA Le Pontet.

03 personnes se sont présentées et ont consigné une observation sur le registre.

2 - Observations transmises par voie dématérialisée.

Contributions déposées : 37

- Anonymes : 05
- Identifiées : 32
 - o Favorables : 02
 - o Défavorables : 00
 - o Non clairement exprimées : 35

Il faut toutefois noter que 02 contributions ont été déposées pour essai, et 07 en complément ou correction de contributions précédentes.

Ainsi, il faut considérer que le nombre de contributions utiles est de 28.

3 - Relation comptable et analyse des observations.

Pendant la durée de l'enquête :

- o 12 personnes se sont présentées pour s'informer de la procédure d'enquête publique, consulter le dossier, et porter 05 observations écrites, ou jointes aux registres.
- o 37 contributions ont été déposées sur le registre dématérialisé, dont 28 utiles.

Le total des observations à exploiter est donc de 33.

02 observations expriment un AVIS FAVORABLE.

Il n'est attendu aucune réponse argumentée à ces observations.

Les autres observations n'exprimant pas un avis favorable, ou identifié comme tel, sans pour autant exprimer un AVIS DEFAVORABLE, méritent des réponses aux remarques ou demandes, en retour de cette synthèse.

Il vous est demandé de bien vouloir apporter des réponses argumentées à ces observations :

- Demande de prolongation d'enquête publique et d'une réunion publique d'information :
 - Présenter la liste des réunions de préparation au projet avec la participation des associations.
- Demandes de compléments :
 - Identifier précisément les différents documents opposables en visant simplement les mises en cohérence nécessaires.
 - Corriger la pièce graphique qui représente un secteur de densification autour du tramway. Ce secteur recouvre partie du secteur sauvegardé et partie de la zone inondable, mais aucun projet de tramway n'est identifié.
 - Réduire le bruit et ses impacts sur la population : mettre en place une trame blanche et un outil de transition écologique en milieu urbain.
 - Promouvoir la trame noire en favorisant les projets de diminution des lumières et ainsi moins de consommation d'énergie.

- Le domaine du handicap et des PMR n'a pas été abordé.
 - Le processus de concertation et la communication ont été insuffisants, en particulier sur la commune d'Uchaux.
- Référentiel :
- De manière générale, le projet devrait distinguer clairement les objectifs globaux et les prescriptions opposables.
 - Modifier la définition du territoire pour s'appuyer sur le tracé de l'ancien diocèse gallo-romain puis l'archidiocèse du XIV^{ème} siècle.
- Loi ZAN :
- Il est demandé :
 - une évaluation économique, climatique et sanitaire indépendante sur Pégase et l'aéroport, incluant alternatives (reconversion, mixité économique non aéronautique, campus décarbonation, etc.) ;
 - la requalification explicite d'Agroparc en opération de renouvellement urbain soumise aux règles ZAN, sans exemption historique ;
 - l'introduction d'un moratoire sur toute artificialisation nouvelle en zone aéroportuaire tant que l'étude n'est pas faite ;
 - la cohérence stricte du PLU d'Avignon avec les objectifs de réinvestissement urbain et de minimisation des nuisances.
- Urbanisme :
- Représentation graphique du DOO Villeneuve lès Avignon : mentionner les fronts urbains nécessaires pour éviter de poursuivre les empiètements sur la garrigue et la Plaine, supprimer le secteur d'intensification urbaine autour d'un tramway qui n'existe même pas sous forme de projet, représenter la gare ferroviaire devant être réouverte et la station de covoiturage évoquée, situer la ZAC indiquée en pièce écrite pour l'extension de carrière en garrigue, faire figurer une liaison cyclable allant de Pujaut à Avignon, liaison devant permettre de relier le plateau de Villeneuve à son centre historique.
 - Demande de classement comme « secteur stratégique de réinvestissement urbain » d'une assiette foncière (Avignon section DZ N° 57, 90, 93, 96).
- Impact PLU :
- Décliner les objectifs par communes, notamment pour ce qui est de l'artificialisation des sols et la production de logements plutôt qu'au niveau des intercommunalités, et préciser comment inciter les investissements nécessaires, notamment en matière de logements et d'activités commerciales et artisanales.
 - Privilégier la réhabilitation et la rénovation du bâti existant.
 - Favoriser les constructions neuves économes en énergie dans un tissu urbain existant.
 - Redonner de la surface aux plantes, aux arbres, aux animaux, aux organismes du sous-sol partout où c'est possible et dans tous les projets.
 - Ce projet facilitera-t-il l'urbanisation en zones agricoles ?
- Surfaces commerciales :
- Supprimer les logiques de seuils dans le cadre du développement des surfaces commerciales au sein des secteurs d'implantation périphériques (SIP) existants d'Avignon Nord et Avignon Sud (Mistral 7) afin de permettre leur adaptation.
 - Préciser le périmètre et la destination de la polarité logistique d'Avignon Nord.
 - Préciser les possibilités de diversification souhaitées sur ces secteurs d'implantation périphériques.
- Zones logistiques :
- Définir la zone d'Avignon Nord comme « polarité logistique régionale » comme cela semble le cas sur le plan « Zone commerciale Avignon Nord / Vedène / sorgues / Entraigues-sur-la-Sorgue » en page 30 du DAACL. De plus pour favoriser ces synergies il semblerait opportun d'intégrer les réserves foncières dites du « Panisset » au sein du périmètre de la zone logistique (comme cela a été fait pour la « ZA Lorraine à Vedène »)

afin de permettre le développement d'activités économiques et logistiques sur cet espace stratégique pour le territoire, donc élargir le périmètre de la zone logistique.

- Centres historiques :
 - Imposer des prescriptions contraignantes spécifiques et non de simples orientations générales pour éviter la perpétuation des dysfonctionnements (Voir annexe Synthèse A08).
- Agriculture :
 - Interdire la construction d'infrastructures dangereuses pour la sécurité et la santé de la population impactant la ressource en eau.
 - Soutenir la mise en place de filières agricoles à bas niveau d'impact sur l'eau.
 - Privilégier les cultures moins gourmandes en eaux.
 - Favoriser une agriculture régénératrice qui a pour but de revitaliser les sols, d'augmenter la biodiversité, et de renforcer la résilience des exploitations agricoles faces aux changements climatiques.
 - Prioriser les espèces indigènes adaptées à notre territoire.
 - Sécuriser le bail rural entre le propriétaire et l'agriculteur.
 - Réduire le risque de développement de projets consommateurs de surface agricole.
 - Éviter la concurrence déloyale entre production énergétique et production agricole.
- Carrières en exploitation :
 - Incohérences entre le DOO, le SRC PACA et la réalité du terrain :
 - absence de prise en compte de la carrière de Lampourdier à Orange ;
 - reprendre la cartographie des gisements d'intérêt régional dans les documents et veiller à maintenir la possibilité d'accès à ces gisements ;
 - prendre en compte les possibilités d'extension de la carrière de Cavaillon sur la commune de Caumont-sur-Durance ;
 - représenter sur la cartographie l'ensemble des carrières actuelles en précisant que leurs potentiels d'extension ;
 - ne pas établir de nouvelles contraintes qui empêcheraient le développement des carrières existantes (les termes « sont notamment prévus sans exclure d'autres projets d'extension et de création » remplacent « sont prévus » dans le DOO) ;
 - supprimer la mention d'une restitution prioritaire à la zone agricole.
 - Adaptation du SCoT au SRC et à la réalité du terrain :
 - demande que la liste des carrières ne soit pas exhaustive et que le SCoT BVA permette d'autres éventuelles créations de carrières qui répondrait à un besoin du territoire ;
 - les alluvions silico-calcaires de Vallée du Rhône étant considérés comme des gisements d'intérêt régional, ces gisements devraient, a minima, être identifiés ou cartographiés ;
 - l'orientation des déchets inertes du BTP doit impérativement se faire vers des installations dûment autorisées et capables d'apporter le meilleur usage à ces déchets inertes : valorisation en vue du réaménagement du site préalablement concerté, recyclage en traitant ces déchets inertes et en les intégrant aux granulats naturels en vue d'une seconde vie (économie circulaire des matériaux de construction).
- Energies renouvelables :
 - Interdire les installations d'énergie renouvelable en zones naturelles et rappeler aux communes le respect des lois (exemple La Jasse de Malmont à Rochefort du Gard).
 - Les projets d'agrivoltaïsme doivent prendre en compte l'impact sur l'environnement et la biodiversité (nature du sol, pollinisateurs, lessivage des sols, humidité, circulation de l'air ...), et ne doivent pas fragmenter les milieux naturels.
 - La méthanisation doit rester un procédé de valorisation des déchets agricoles au service des agriculteurs.
- Développement routier :
 - Mettre en évidence le besoin de développer des axes routiers alternatifs (LEO, ...).

- Présenter les données relatives aux transports par voies routières, fluviales et aériennes, ainsi que les trafics dans les principaux pôles (gares, ports et aéroports), et dégager les enseignements de la situation en présentant une vision à moyen terme.
- Le tracé prévu de la déviation d'Orange est présenté mais pas celui concernant Avignon (LEO), pourquoi cette différence ? Intégrer la LEO dans le SCoT puisque le foncier est prévu. L'absence de présentation nuit à la perception du projet.

➤ Mobilité douce et durable :

- Améliorer la coordination entre les réseaux de bus Orizo, Sorg'en bus, Mont'en bus. Il est constaté l'absence de connexion directe entre Sorg'en bus et Orizo dans la zone commerciale Fontvert-Auchan Nord et les arrêts sont dispersés et trop distants entre les deux réseaux.
- Améliorer les prescriptions du DOO par rapport aux cyclistes (Voir annexe Synthèse A23).
- Inciter plus explicitement les communes à faire le maximum pour encourager la pratique du vélo sur l'ensemble des axes à l'intérieur des villes, y compris en dehors de ces grands axes.
- Rétablir l'équilibre du partage de l'espace urbain (et de la voirie) en faveur des enfants et des jeunes pour une ville plus inclusive, et promouvoir les modes actifs auprès de ces publics.
- Rappeler aux communes la nécessité d'agir dans les centralités en priorité par "l'intégration dans les projets d'aménagement ou d'infrastructure".
- Relier SCoT et mobilité de l'aire d'attractivité d'Avignon :
 - prendre en compte l'histoire et l'environnement de ce territoire au cœur de deux zones géographiques et logistiques stratégiques en Europe, l'Arc méditerranéen et l'axe Rhône-Saône ;
 - constater le morcellement administratif et politique de ce vaste territoire réunissant les aires d'influence d'Avignon Nîmes et Arles, source de l'absence d'infrastructures déterminantes à leurs échelles mais aussi à celles de la France et de l'Europe.
- Privilégier et soutenir tout à la fois :
 - les initiatives qui concourent au renforcement du triangle de tête du Delta rhodanien dans ses infrastructures et ses filières stratégiques de développement ;
 - l'amélioration du quotidien de chacun dans ses activités personnelles et professionnelles, par exemple par un data center décentralisé (Voir annexe Synthèse A35).

➤ Transport aérien :

- Un environnement aéroportuaire performant a-t-il du sens à Avignon, qui plus est en période de transition écologique en opposition avec le transport aérien ?

➤ Résilience face au changement climatique :

- Incohérence et défaut d'intégration des enjeux :
 - faire mention des risques de pollution des sols et des eaux (autres que celles issues des nappes phréatiques) ;
 - intégrer les enjeux de pollutions et d'inondations associés à la gestion des eaux usées et pluviales en situation urbaine.

➤ Gestion des risques :

- Insuffisance de la prise en compte des risques et de la protection de l'environnement (Voir annexe Synthèse A28).
- Servitudes liées aux pipelines, article concernant les occupations admises, rajouter :
 - les installations nécessaires à l'exploitation et à la sécurité des oléoducs de défense commune ;
 - prendre en compte les distances de sécurité à proximité de ces installations pour les constructions privées ou publiques ;
 - prendre en compte la présence des installations annexes ;
 - inclure l'obligation de déclaration préalable conformément à l'article R151-51 du Code de l'urbanisme.

➤ Gestion et traitement des déchets :

- Quelles sont les orientations qui permettront :
 - d'atteindre en 2030 les objectifs nationaux de réduction de 15% des déchets ménagers et de 5% des déchets d'activités économiques à l'échelle du bassin de vie d'Avignon ;
 - de limiter le bilan environnemental et les dépenses exponentielles liés à la gestion et aux traitement de nos déchets ?
- Déchetterie d'Agroparc : demande de reconnaissance effective du secteur du Clos du Mourre et des parcelles BO 470, BO 471, BO 304 comme représentant un intérêt écologique majeur du fait du corridor écologique qui les traverse, corridor maintenu fonctionnel par les habitats prairiaux, dont les prairies humides irriguées gravitairement, par les canaux et les filioles afférentes et leurs ripisylves, ainsi que par les haies et les bosquets.
- La rénovation de la station d'épuration de Jonquerettes doit être considérée comme prioritaire.

Les annexes suivantes sont jointes à cette synthèse des observations :

- Synthèse A08
- Synthèse A23
- Synthèse A28
- Synthèse A35.

4 - Avis externes.

Suite à l'étude des avis émis par les Personnes publiques associées (PPA) ayant répondu à votre sollicitation, il vous est demandé de joindre le tableau de réponses que vous avez établi et communiqué à la commission d'enquête avant l'ouverture de celle-ci.

Concernant l'avis de l'Autorité environnementale, il vous est demandé de joindre le mémoire en réponse que vous avez établi à son intention.

Enfin, bien que communiquées en retard et sous réserve d'acceptation de votre part, il vous est demandé de répondre aux observations formulées par le Conseil départemental de Vaucluse :

➤ Voierie départementale :

- Concernant le point 3 « Préserver les coupures d'urbanisation » de la page 37 du DOO, la RN 100 est citée. Cette voie n'est plus une Route Nationale (RN) depuis 2006. Il convient d'écrire RD 901.
- Conformément à l'arrêté préfectoral du 5 mai 2023, il est à noter que depuis le 1er janvier 2024, les RN en Vaucluse sur le Bassin de Vie d'Avignon ont été transférées au Département de Vaucluse, à l'exception de la RN 1007 ; ainsi l'ex-RN7 est devenue RD 907 et l'ex-N129 permettant l'accès à l'échangeur autoroutier Avignon-Sud est devenue une bretelle de la RD 907.

➤ Cohérence PAS – DOO, la page 24 du DOO peut être actualisée pour :

- Ajouter le projet « Améliorer la desserte autoroutière par le réaménagement de Bonpas ».
- Remplacer le projet « Amélioration de la liaison Nord - Sud existante entre Vedène et Saint-Saturnin-les-Avignon » par « Délester certaines traversées de villes notamment celle de Vedène, Saint Saturnin et le quartier des Valayans. ».

➤ Etat initial de l'environnement :

- Le tableau situé page 66 est incomplet car il manque la référence de l'ENS dit « Les Platrières » dont une partie se situe sur la commune de Pernes-les-Fontaines.

➤ Préservation des espaces agricoles : sur le territoire de la commune de Monteux il est demandé de prolonger la zone jusqu'au secteur de développement de l'urbanisation, car cette bande, sans réel statut, pourrait être urbanisée à moyen terme, alors qu'elle a bénéficié de fonds publics, notamment du Conseil départemental pour financer le réseau d'irrigation.

5 - Présentation de la synthèse des observations.

Nous vous avons rencontrée dans vos locaux le mardi 12 novembre 2025 à 14h00 afin de commenter cette synthèse, en présence, selon votre volonté, de représentants d'organismes extérieurs.

Cet entretien a permis, si nécessaire, d'en détailler le contenu et de préciser la nature des réponses attendues en retour.

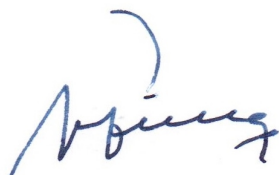
Nous avons également consulté avec vous les deux tableaux de réponses cités au paragraphe « avis externes ».

Afin de rester compatible avec le calendrier de rédaction du rapport d'enquête, votre mémoire en réponse à cette synthèse est sollicité au plus tard le 26 novembre 2025.

Veuillez agréer, Madame La Présidente, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Bruno ESPIEUX.

Président de la commission d'enquête



Alain de CHANTERAC



Jacques SUBE

